

Convention collective

**IDCC : 9101. – EXPLOITATIONS DE POLY CULTURE ET D'ÉLEVAGE
ET COOPÉRATIVES D'UTILISATION
DE MATÉRIEL AGRICOLE
(Aube)
(18 janvier 1977)**

(Etendue par arrêté du 20 février 1978,
Journal officiel du 29 mars 1978)

AVENANT N° 77 DU 6 FÉVRIER 2014

NOR : AGRS1497333M

IDCC : 9101

Entre :

La FDSEA de l'Aube ;

La FD des CUMA de l'Aube ;

Le syndicat des maraîchers de l'Aube ;

Le syndicat aubois des pépiniéristes et des horticulteurs,

D'une part, et

Le syndicat départemental des ouvriers agricoles et forestiers de l'Aube CGT-FO ;

Le syndicat des salariés d'exploitations agricoles de l'Aube FGA CFDT ;

La CFTC-Agri,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre des négociations, les partenaires sociaux se sont accordés pour supprimer la prime berger (art. 13 de la convention collective). En contrepartie de cette suppression, il a été décidé de revoir les écarts entre les échelons de la grille des salaires des salariés non cadres.

Article 1^{er}

Salaires des salariés non cadres

Les dispositions du I de l'annexe III de la convention collective sont abrogées et remplacées par les suivantes.

« Salaires minimaux à compter du 1^{er} mars 2014

I. – Salaires

(En euros.)

ANCIEN COEFFICIENT	QUALIFICATION	TAUX horaire	SALAIRE mensuel (151,67 heures)
100	Ouvrier, employé d'exécution : – niveau I, échelon 1 – niveau I, échelon 2	9,53 9,67	1 445,42 1 466,65
110, 120, 115, 125 130	Ouvrier, agent technique, employé spécialisé : – niveau II, échelon 1 – niveau II, échelon 2	9,85 10,02	1 493,95 1 519,73
140 150	Ouvrier, agent technique, employé qualifié : – niveau III, échelon 1 – niveau III, échelon 2	10,20 10,39	1 547,03 1 575,85
170	Ouvrier, agent technique, employé hautement qualifiés : – niveau IV	10,95	1 660,79

Nota. – Le classement des salariés d'exploitation dans la nouvelle grille de définition des emplois ne peut être la cause d'une diminution du salaire minimal conventionnel dont les salariés bénéficiaient antérieurement ; en revanche, la modification de la définition de l'emploi ou de sa dénomination ou la modification du coefficient, niveau ou échelon y afférent ne peuvent être en aucun cas considérées comme la perte d'un avantage acquis.

Les heures supplémentaires effectuées au-delà de 35 heures par semaine sont majorées de 25 % pour les 8 premières heures et de 50 % pour les heures suivantes.

Article 2

Salaires des salariés cadres

Suite à l'extension, par arrêté du 19 février 2014 publié au *Journal officiel* du 27 février 2014, de l'avenant n° 73 du 5 février 2013, les dispositions du II de l'annexe III de la convention collective sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« II. – Rémunération du personnel d'encadrement

(En euros.)

TAM en horaire collectif	TAUX horaire	SALAIRE pour 35 heures par semaine, soit 1 820 heures par an Taux horaire × 151,67	SALAIRE FORFAITAIRE pour 2 094 heures par an Taux horaire × 180,21
TAM1, E1, coefficient 200	14,11	2 140,06	2 542,76
TAM1, E2, coefficient 230	16,23	2 461,60	2 924,81
TAM2, coefficient 260	18,35	2 783,14	3 306,85

TAM et cadres autonomes	TAUX horaire	SALAIRE FORFAITAIRE pour 2 094 heures ou 218 jours par an Taux horaire × 180,21
C1, coefficient 290	20,47	3 688,90

CADRES DIRIGEANTS	SALAIRE FORFAITAIRE
C2, coefficient 350	5 088,66

Article 3

Extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 4

Entrée en vigueur et dépôt

Le présent avenant entrera en vigueur à compter de la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Il sera déposé à l'unité territoriale de l'Aube de la DIRECCTE de Champagne-Ardenne.

Fait à Troyes, le 6 février 2014.

(Suivent les signatures.)